



La dette réclamée au Portugal est illégitime et insoutenable

Par [Eric Toussaint](#)

Mondialisation.ca, 09 mars 2016

cadtm.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

« La dette réclamée au Portugal est illégitime et insoutenable du point de vue financier », a déclaré Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), au journal portugais *esquerda.net* dans le cadre des Journées pour un Plan B en Europe (<http://planbeuropa.es/>) qui se sont tenu les 19, 20 et 21 février à Madrid. L'ensemble de son intervention est reprise ci-dessous ; elle peut être visionnée dans la vidéo suivante.

« Je suis convaincu que le travail parlementaire et l'activité citoyenne au Portugal concernant le thème de la dette que les créanciers réclament au Portugal sont essentiels. Grâce au renforcement de la gauche radicale au sein du Parlement portugais et à l'augmentation du nombre de députés du Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche), je pense que l'Europe aura les yeux rivés sur l'évolution de la situation au Portugal. »

« La question de la légitimité de la dette, et pas seulement celle du caractère insoutenable, est fondamentale. Il est manifeste que la dette réclamée au Portugal est insoutenable du point de vue financier mais aussi si l'on prend en compte le fait qu'un Gouvernement est dans l'obligation de garantir aux citoyens le droit à la santé, à l'éducation, à l'emploi, etc. Et pour faire échec aux politiques d'austérité, il est absolument indispensable de convaincre la majorité de la population du Portugal que la dette réclamée au Portugal n'est pas légitime car elle a été accumulée en faveur des intérêts particuliers, soit ceux des banquiers ayant bénéficié du sauvetage, soit ceux des investisseurs étrangers, qui, au moment de l'entrée du Portugal dans la zone euro, ont voulu placer leurs investissements financiers au Portugal. »

« L'accumulation de la dette par le biais de partenariats public-privé a été très onéreux pour le Trésor public, cela doit être remis en question, discuté, aussi bien au niveau de la légitimité que du caractère soutenable. Le but étant de parvenir à des actes unilatéraux, souverains, en défense des intérêts du peuple portugais en termes de mesures.

Vous parlez de restructuration, par exemple, de modifier les titres portugais selon la législation portugaise pour qu'ils ne répondent plus aux lois étrangères ; et d'obliger les grands créanciers privés à payer la facture d'une réduction radicale de la dette portugaise, tandis qu'il convient de protéger les petits détenteurs de titres, les fonds de pension, les municipalités, le système de sécurité sociale qui détiennent des titres portugais. Il faut opérer une distinction entre les responsables de la crise qui ont profité de l'augmentation de la dette du Portugal et les victimes de cet endettement, qui peuvent détenir des titres, mais

qui ne sont en aucun cas responsables de cet endettement. »

Traduction réalisée par Marion Antonini



Eric Toussaint est maître de conférence à l'université de Liège, est le porte-parole du CADTM International et est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres *Procès d'un homme exemplaire*, Editions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet du livre *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le [Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège](#) Dernier livre : [Bancocratie](#) ADEN, Brussels, 2014. Il est coordonnateur de la [Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015](#).

La source originale de cet article est cadtm.org

Copyright © [Eric Toussaint](http://eric-toussaint.com), cadtm.org, 2016

Articles Par : [Eric Toussaint](http://eric-toussaint.com)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca